

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les brèves

N° 283 du 24.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Le Hamas annonce des restrictions à la liberté de presse dans la Bande de Gaza.

2 Les Brèves

2-1 Annapolis

1 George Bush en quête d'un succès proche-oriental.

2 Annapolis : Rendez-vous pris pour le 27 novembre (département d'Etat US).

3 Le président Abbas a appelé à une "paix réelle" avec Israël.

4 Réunion d'Annapolis : un grand pas vers la création d'un Etat palestinien ? (Leonid Ivachov ; expert russe)

5 Conférence d'Annapolis : les pays arabes réticents.

6 Tendances au Proche-Orient.

7 L'UE s'apprête à soutenir la conférence d'Annapolis avec une aide économique.

8 Mahmoud Ahmadinejad : la conférence d'Annapolis ne fera que porter préjudice à la Palestine.

9 Al-Barghouthi affirme l'échec du congrès d'Annapolis.

10 Al-Barghouthi (suite) : L'autorité doit déclarer la vérité au peuple sur le congrès d'Annapolis.

11 Le Hamas appelle les pays arabes à ne pas normaliser leurs relations avec Israël.

12 Des Pays arabes à Annapolis au niveau ministériel.

13 La Ligue arabe demande à Washington d'inclure le Golan au menu.

14 Manifestation à Gaza contre la conférence d'Annapolis.

15 Le projet du texte commun (Palestine- Israël) l'étendue des divergences entre les deux pays.

16 Les USA font pression pour que les deux camps parviennent à un texte commun...

17 Washington a avisé les deux parties que, à défaut d'accord, elles devraient présenter leur dossier chacune de son côté...

2-2 Conflit intro-Palestine.

1 L'équipe de Dahlan exploite l'occasion de commémoration d'Arafat pour créer des troubles à Gaza.

2 Abou Zouhri porte la responsabilité des événements de Gaza sur la direction du Fatah.

3 Al-Yahia reconnaît qu'il combat le mouvement du Hamas en coordination avec l'occupation.

4 La visite de Solana à la région représente une tournée de complots contre la cause palestinienne.

5 Londres promet d'offrir 500 millions de dollars à Fayyad s'il réussit à frapper la résistance.

6 Les services de sécurité d'Abbas ne pourront jamais exterminer la résistance en Cisjordanie.

2-3 Israël outrepassa la feuille de route.

2-4 Le centre de retour : Le délégué d'Abbas ne représente pas le peuple palestinien à l'ONU.

2-5 Reconnaître l'Entité sioniste comme un Etat juif, prétexte pour liquider le droit au retour.

2-6 Les palestiniens de 48 ne permettent à personne de renoncer à leurs droits et questions.

2-7 Mahmoud Abbas n'est même pas capable d'arrêter les voleurs et les trafiquants de drogue.

2-8 Campagne des services de sécurité du gouvernement illégal de Salam Fayyad.

2-9 Dr. Bahr appelle les factions palestiniennes à défendre la question des captifs.

2-10 Abou Ras appelle les savants de la nation à énoncer une Fatwa condamnant la reconnaissance d'Israël.

2-11 Israël connaîtra la paix s'il cesse l'occupation des "terres arabes".

2-12 18% des quelque 30.000 cultivateurs de Cisjordanie ont aujourd'hui des permis qui leur permettent d'accéder à leurs champs.

2-13 Forum économique réunissant des industriels et hommes d'affaires turcs, israéliens et palestiniens....

1 Médias/ Manipulation de l'opinion - Vidéos Vidéos

1 Médias/Vidéos

1-1 Le Hamas annonce des restrictions à la liberté de presse dans la Bande de Gaza.

Le Hamas a annoncé mercredi de nouvelles restrictions au travail des journalistes dans la bande de Gaza, affirmant que ces mesures sont nécessaires après les violences survenues lundi à Gaza lors du rassemblement à la mémoire de Yasser Arafat.

"Le gouvernement n'autorisera aucun journaliste ni photographe à travailler" s'ils ne sont pas titulaires d'une carte de presse délivrée par les autorités, selon le décret publié mercredi. "Cette décision intervient après le rassemblement du mouvement Fatah durant lesquels des dizaines de cameramen et photographes ont été observés, ne travaillant pas pour des organes de presse, mais pour des partis politiques et des raisons personnelles", affirme le Mouvement de la résistance islamique.

Peu après la parution du décret, la police a arrêté un cameraman de la chaîne de télévision allemande ARD, Sawwah Abou Sayef. Le journaliste, interpellé alors qu'il filmait à Khan Younès dans le sud du territoire palestinien, a précisé avoir été relâché au bout d'une heure.

(Mercredi, 14 novembre 2007 – Al-oufok avec les agences de presse)

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

2-1 Annapolis

1 George Bush en quête d'un succès proche-oriental.

Après Richard Nixon, Jimmy Carter et Bill Clinton, George Bush Jr est le quatrième président américain à tenter d'arracher un introuvable accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

Il espère de la conférence organisée à la fin du mois à Annapolis, dans le Maryland, un succès diplomatique qui éclipserait dans son héritage présidentiel l'affront du 11 septembre 2001 et le borborygme irakien. "Je crois qu'il est conscient que c'est la meilleure chance qui se présente actuellement à lui d'avoir un impact positif avant expiration de son mandat", estime l'universitaire texan Bruce Buchanan.

Mais nombre de spécialistes du Moyen-Orient doutent que Bush, qui n'a plus que 14 mois à passer à la Maison blanche, soit en mesure de parvenir à provoquer l'avènement d'un Etat palestinien viable dans ce délai, qu'il s'est fixé lui-même en 2001.

L'administration américaine laisse miroiter l'espoir qu'Annapolis débouchera sur des négociations qui se concluront par un accord de paix avant la fin du mandat présidentiel, mais il reste à prouver que les deux parties prenantes soient "partantes". "Le problème, en s'y étant pris si tard, c'est que ceux qui le souhaitent peuvent attendre que Bush s'en aille, et, dès lors, on perd en souplesse", estime l'analyste américain Stephen Hess. Les experts n'en excluent pas pour autant que la réunion d'Annapolis soit féconde. "Les perspectives de paix semblent infimes, mais la plupart des percées dans l'histoire surviennent inopinément, souvent du fait de manifestations surprenantes de leadership", souligne un autre analyste, Shibley Telhami.

On ignore encore si Bush a l'intention de s'impliquer lui-même dans les négociations pour amener Ehud Olmert et Mahmoud Abbas à composer.

Le scepticisme de Bush devant l'investissement personnel de Bill Clinton dans ce dossier avait été conforté par l'échec de la médiation de son prédécesseur entre l'Israélien Ehud Barak et le Palestinien Yasser Arafat.

Clinton avait dû rendre les armes en juillet 2000 à Camp David, la même où vingt ans plus tôt le précédent président démocrate, Jimmy Carter, avait réussi à amener Israéliens et Egyptiens à signer la paix.

Le défunt Arafat avait tenu à rendre hommage au "grand homme" qu'était à ses yeux Clinton, mais celui-ci lui avait rétorqué : "Je ne suis pas un grand homme. J'ai échoué, et c'est vous qui m'avez fait échouer."

Aujourd'hui, la situation semble encore plus inextricable, estime l'analyste P.J. Crowley, ancien porte-parole du Conseil de sécurité nationale sous la présidence de Clinton. Olmert et Abbas sont tous deux affaiblis sur le plan intérieur et Bush, qui a mis sa présidence sur l'Irak, est discrédité dans une bonne partie du Moyen-Orient. "Est-ce que trois leaders faibles peuvent produire un accord de paix durable ? Il y a de fortes chances que non", juge Crowley.

(Jeudi 15 novembre 2007 – Al-oufok avec les agences de presse)

2 Annapolis : Rendez-vous pris pour le 27 novembre (département d'Etat US).

23-11

La conférence d'Annapolis sur le Proche-Orient a été fixée au 27 novembre prochain et les participants ont été formellement invités, a annoncé le porte-parole du département d'Etat américain Sean McCormack.

La conférence devrait réunir le premier ministre israélien Ehud Olmert, le président palestinien Mahmoud Abbas, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon ainsi que les délégations de nombreux pays à Annapolis (Etat du Maryland, à 50 km de Washington).

Selon M. McCormack, le président américain a invité 49 Etats et organisations internationales, dont les autres pays membres du G8 (Russie, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Canada, Japon et Italie).

Des représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) ont été conviés en qualité d'observateurs. La ligue arabe, l'ONU et l'UE sont attendues pour participer aux négociations.

Le représentant du Quartette sur le Proche-Orient et ancien premier ministre britannique Tony Blair sera également présent.

M. McCormack a en outre indiqué que George W. Bush mènerait des rencontres bilatérales à la Maison Blanche avec M. Olmert et M. Abbas la veille de la conférence.

Le même jour, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice dirigera une réunion du Quartette (Etats-Unis, Russie, ONU, EU), a ajouté M. McCormack.

Au terme de la conférence, M. Bush organisera le 28 novembre de nouveaux entretiens bilatéraux avec MM. Olmert et Abbas.

Selon la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino, "Washington est conscient que la conférence ne portera pas ses fruits immédiatement". Elle a dit espérer que les débats "[pourraient] conduire Palestiniens et Israéliens à des négociations menant à un règlement du conflit fondé sur l'existence de deux Etats".

RIA Novosti

3 Le président Abbas a appelé à une "paix réelle" avec Israël.

"Je voudrais m'adresser au peuple et au gouvernement israéliens pour leur dire que nous sommes déterminés à parvenir à une paix réelle, dans l'intérêt de nos générations futures", "L'occupation n'apporte la sécurité à personne. La paix et des relations de bon voisinage basées sur l'égalité et le respect sont la recette pour mettre fin à des décennies de guerres, de souffrances et d'effusion de sang", "Notre peuple est déterminé à créer son Etat qui, grâce à Dieu, verra le jour sur nos terres, avec Jérusalem comme capitale",.

Les déclarations Mahmoud Abbas s'inscriraient dans une stratégie (...) destinée à préparer la réunion de haut niveau qui se tiendra avant la fin du mois à Annapolis (Maryland).

Abbas, qui entend en sortir renforcé face au Hamas, a d'ailleurs assuré dans son discours que son gouvernement "travaille sans relâche" pour que ce sommet soit "une rampe de lancement décisive" vers la création d'un Etat palestinien....

Sur ce volet, le président a également demandé à l'Etat hébreu de geler toutes les constructions dans les colonies, de libérer les prisonniers palestiniens et de mettre un terme aux "assassinats ciblés" de personnes recherchées.

M. Abbas a affirmé que la réunion de paix devrait constituer "un point de départ sérieux et décisif pour parvenir à un règlement juste garantissant les droits de notre peuple qui aspire à la liberté et à l'indépendance".

"La colonisation (juive) doit cesser totalement, le siège doit être levé, les prisonniers doivent regagner leurs foyers et les cycles de violence et d'assassinats doivent désormais devenir un chapitre du passé", a-t-il ajouté.

(AP - AFP)

4 Réunion d'Annapolis : un grand pas vers la création d'un Etat palestinien ? (Leonid Ivachov ; expert russe)

Un Etat palestinien indépendant a de réelles chances d'être créé, a estimé mercredi le président de l'Académie des problèmes géopolitiques (Russie) Leonid Ivachov dans une "table ronde" à RIA Novosti.

Cette table ronde était consacrée à la conférence internationale sur la situation au Proche-Orient qui aura lieu à Annapolis (Etats-Unis).

"La conférence sur le Proche-Orient peut devenir un point de départ pour la progression des Palestiniens vers leur futur Etat indépendant", a déclaré l'expert.

"Tout comme dans une partie d'échecs on peut parfois sacrifier un pion pour protéger la reine, les Etats-Unis peuvent bien céder sur certains intérêts d'Israël en faveur des Palestiniens, afin de parvenir à une situation qui puisse être contrôlée", a poursuivi M. Ivachov.

Selon le politologue, le Proche-Orient reste un terrain de rivalités des grandes puissances et un foyer de tension permanent, car cette région est un entrepôt mondial de ressources naturelles et, en premier lieu, d'hydrocarbures. Le Proche-Orient est également un "noeud de communications stratégiques de portée mondiale extrêmement important", a relevé M. Ivachov.

"Enfin, c'est un carrefour de civilisations, et par conséquent un lieu de confrontation entre civilisations. Cela signifie que le contrôle de cette région vitale est la tâche numéro un pour les grandes puissances ou pour leurs alliances", a-t-il souligné.

M. Ivachov a rappelé que la création de l'Etat hébreu avait également été une "tentative d'installer la tête de pont la plus stable possible et un instrument militaire pour pouvoir contrôler la situation au Proche-Orient". Néanmoins, la situation est en train de changer, a-t-il noté.

"Israël perd progressivement son potentiel d'influence stratégique dans la région, y compris son potentiel de domination militaire stratégique sur chacun des pays arabes", a affirmé l'expert.

L'exemple en est, selon M. Ivachov, l'opération militaire ratée d'Israël au Liban où "une force aussi irrégulière qu'est le Hezbollah, s'est avérée capable d'infliger une défaite à l'armée israélienne".

De son côté, Boris Dolgov du Centre d'études arabes (Russie) estime que le moment choisi pour la tenue d'une conférence internationale sur le règlement au Proche-Orient "n'est pas le meilleur".

"Le mouvement palestinien est divisé, la confrontation entre le Fatah et le Hamas continue, et en l'absence d'une position palestinienne unique, il est tout simplement impossible de parler d'une solution négociée pour toutes ces questions", a relevé l'expert.

[RIA Novosti](#)

5 Conférence d'Annapolis : les pays arabes réticents.

Washington se heurte au scepticisme de nombre de ces pays, qui craignent que le gouvernement de George Bush, après des années de réticence à s'impliquer dans le dossier, ne cherche à se mettre en avant en utilisant le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas sans exiger qu'Israël s'engage sur l'exigence centrale des pays arabes : le retrait des territoires occupés par la guerre des Six-Jours en 1967. L'Arabie saoudite exige que cette condition figure dans tout accord

L'Arabie saoudite refusait toujours mercredi de dire si elle participerait à la conférence sur la paix au Proche-Orient que les Etats-Unis organisent de lundi à mercredi à Annapolis, dans le Maryland (est des Etats-Unis). La Syrie réservait également sa réponse.

Riyad attend apparemment d'obtenir la promesse de ce que cette rencontre relancera les négociations sur les sujets les plus sensibles, tels que les frontières du futur Etat palestinien, le statut de Jérusalem-Est et le sort des millions de réfugiés palestiniens.

C'est l'Arabie saoudite qui avait présenté en 2002 un plan de paix, relancé en mars dernier, qui offrait de normaliser les relations avec Israël en échange d'un retrait total des territoires arabes occupés depuis la guerre des Six-Jours de 1967, de la création d'un Etat palestinien et du règlement de la question des réfugiés palestiniens. Israël a fait part de ses réserves envers de nombreux points du plan, notamment sur la question des réfugiés.

La participation de la Syrie restait incertaine également mais Damas semblait disposé à plus de souplesse sur les conditions de l'envoi d'une délégation.

Les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils souhaitent la présence de délégations de haut niveau des principaux pays arabes afin qu'ils apportent leur soutien à une reprise des négociations israélo-palestiniennes bloquées depuis 2001.

Mais Riyad et les autres pays arabes qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Israël craignent aussi que la conférence ne soit une tentative de leur forcer la main pour qu'ils aient des contacts avec Israël avant que celui-ci n'accepte la proposition d'accord arabe de 2002.

Des pays comme l'Egypte demandent aussi des garanties de vérification du respect de toute promesse ou calendrier. Le président Hosni Moubarak, d'abord sceptique, tente désormais de bâtir un consensus arabe autour de la conférence d'Annapolis.

Il devait recevoir les dirigeants jordaniens et palestiniens jeudi dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge. Mais selon un diplomate arabe ayant requis l'anonymat, l'Arabie saoudite et la Syrie ont décliné l'invitation, invoquant la crise politique au Liban.

Les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe devraient adopter une position commune vendredi lors d'une réunion extraordinaire, après laquelle les pays diront s'ils participent, et à quel niveau de représentation, à Annapolis. Pour l'heure, seule l'Egypte et les Emirats arabes unis sont attendus avec certitude mais la Jordanie devrait dire oui. Les réticences arabes ont engendré une certaine tension avec certains Palestiniens, qui souhaitent se rendre à Annapolis quelle que soit la position de la Ligue arabe.

(Samedi, 17 novembre 2007 - Avec les agences de presse)

6 Tendances au Proche-Orient.

12-11

Le sommet égypto-saoudien de Charm el-Cheikh, entre le roi Abdallah et le président Hosni Moubarak, s'est terminé par un communiqué sur la réunion d'Annapolis, reprenant la terminologie états-unienne pour qualifier cette manifestation de « conférence sur le conflit israélo-palestinien (et non israélo-arabe) ». Le communiqué, lu par le porte-parole de la présidence égyptienne, exprime « le souhait de voir cette conférence couronnée de succès pour permettre de réaliser nos aspirations à des résultats concrets. Des résultats qui paveront la voie à la réalisation de progrès sur les autres volets du processus de paix de manière à discuter des territoires occupés dans le Golan syrien, et d'avancées similaires vers une paix entre Israël, le Liban et la Syrie ».

Des sources diplomatiques arabes estiment que le communiqué égypto-saoudien répond totalement aux exigences US sans la moindre modification ou débat, en dépit des résultats plus que modestes qui transparaissent des nombreuses réunions préparatoires entre Mahmoud Abbas et Ehud Olmert. Ces préparatifs montrent que la conférence d'Annapolis produira une déclaration vague, faite de généralités, avec un plafond en-deçà de celui qui avait été fixé par les accords d'Oslo. Cette déclaration ne comprendra aucun engagement israélien clair et précis sur les questions clé du conflit, notamment le retour des réfugiés, les frontières du futur État palestinien, le sort de Jérusalem et le partage des eaux. Ces mêmes sources ajoutent que le communiqué égypto-saoudien viole le concept de paix juste et globale, fixé par l'initiative arabe de Beyrouth (pourtant proposée par le roi Abdallah) et toutes les résolutions des sommets arabes successifs.

C'est dans cet esprit que se déroulent toutes les réunions entre les pays arabes dits « modérés ». Les craintes de voir ces États fléchir devant les pressions états-uniennes et accepter une normalisation totale avec Israël sans contrepartie grandissent.

7 L'UE s'apprête à soutenir la conférence d'Annapolis avec une aide économique.

L'Union européenne se prépare à appuyer le processus d'Annapolis avec une aide économique aux Palestiniens jugeant que sans amélioration de leurs conditions de vie, un règlement politique du conflit israélo-palestinien ne pourra aboutir.

L'Union européenne, membre du Quartette sur le Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, UE, Nations unies), est le plus gros contributeur d'aide aux Palestiniens.

En 2007, l'UE et ses 27 Etats membres ont donné près d'un milliard d'euros, pour la plupart en aide humanitaire, pour les Palestiniens.

Reléguée au second plan par les efforts diplomatiques de Washington pour relancer les pourparlers de paix israélo-palestinien, l'UE compte soutenir financièrement le processus. L'Union européenne, membre du Quartette sur le Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, UE, Nations unies), est le plus gros contributeur d'aide aux Palestiniens. En 2007, l'UE et ses 27 Etats membres ont donné près d'un milliard d'euros, pour la plupart en aide humanitaire, pour les Palestiniens.

D'après la porte-parole de l'UE Christiane Hohmann, "l'élaboration de la future aide européenne dépendra" des résultats de la conférence internationale sur le Proche-Orient organisée la semaine prochaine par les Etats-Unis à Annapolis dans le Maryland.

En début de semaine, lors du Conseil affaires générales à Bruxelles, les chefs de la diplomatie des 27 ont réaffirmé leur soutien à la conférence d'Annapolis, promettant d'appuyer les négociations et la mise en oeuvre de tout accord.

Les Vingt-Sept ont approuvé la stratégie présentée dans un rapport du Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère Javier Solana et de la commissaire européenne chargée des relations extérieures Benita Ferrero-

Waldner. Ils proposent d'aider la sécurité et l'économie palestinienne avec une assistance financière et technique à la police palestinienne et à la réforme des secteurs de la santé, l'éducation et la justice.

L'UE prévoit aussi une aide économique encore non précisée pour favoriser la croissance économique tout en poursuivant une aide humanitaire pour les Palestiniens de Cisjordanie comme de la Bande de Gaza, passée depuis juin sous le contrôle du Hamas. Si elle continue de fournir une aide humanitaire à la Bande de Gaza, l'UE boycotte économiquement le Mouvement de la résistance islamique.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a précisé mercredi que les discussions d'Annapolis seraient soutenues par un effort pour débloquer 337 millions d'euros d'aide à la création de nouveaux emplois pour les Palestiniens, si la sécurité peut être améliorée. Cette aide sera liée aux progrès politiques à Annapolis et aux engagements pris lors de la conférence des donateurs qui doit avoir lieu le mois prochain à Paris.

"Les niveaux de pauvreté et de chômage dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie sont intolérables et nous sommes prêts à faire notre possible pour aider les populations de ces territoires", a déclaré le chef du gouvernement britannique devant la Chambre des communes. Benita Ferrero-Waldner et Javier Solana participeront à la conférence d'Annapolis ainsi que les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays de l'UE.

8 Mahmoud Ahmadinejad : la conférence d'Annapolis ne fera que porter préjudice à la Palestine.

La rencontre qui se déroulera à Annapolis la semaine prochaine sous le patronage du président américain George W. Bush était censée relancer le processus de paix entre le régime sioniste et le gouvernement palestinien suspendu depuis sept ans.

La date de la conférence sur la paix au Moyen-Orient voulue par le président américain George W. Bush reste à confirmer, bien que selon la rumeur, elle doit avoir lieu dans le courant de cette semaine, selon le Washington Post de lundi, mais la Maison Blanche n'a pas confirmé cette date.

La prochaine conférence sur la paix au Moyen-Orient qui devrait se tenir à Annapolis aux États-Unis ne fera que porter préjudice à la Palestine, a déclaré mardi le président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

"Les ennemis des peuples de la région, surtout de la Palestine et du Liban, ont des projets de longue haleine, mais les efforts conjoints des pays musulmans de la région, avant tout de la Syrie, saperont les intrigues de leurs ennemis", a noté le président saluant la décision syrienne de ne pas participer à la conférence d'Annapolis si la question du Golan occupé par Israël ne figure pas au menu des entretiens.

"Les États-Unis et le régime sioniste s'acheminent vers la débâcle", a encore déclaré le président iranien cité par son service de presse.

Le Président Mahmoud Ahmadinejad a déclaré ici mardi que les organisateurs de la prétendue conférence de paix dans Annapolis ne veulent que lier des Arabes au régime sioniste.

Il a également déclaré que l'unité et la solidarité parmi les nations syriennes, iraniennes et libanaises restent la seule manière d'aboutir à une victoire dans la région.

La « solidarité et l'unité des nations musulmanes régionales anéantiront toute conspiration ennemie, » a-t-il souligné.

Personne en fait n'est d'accord sur les sujets qu'aborderont les participants à leur arrivée à l'Académie Navale pour la réunion qui doit traiter du plan mort-né de Bush pour la création d'un Etat palestinien", souligne le journal américain.

La date de la conférence sur la paix au Moyen-Orient voulue par le président américain George W. Bush reste à confirmer, bien que selon la rumeur, elle doit avoir lieu dans le courant de cette semaine, selon le Washington Post de lundi, mais la Maison Blanche n'a pas confirmé cette date.

IRNA

9 Al-Barghouthi affirme l'échec du congrès d'Annapolis.

Dr. Mustafa Al-Barghouthi a affirmé l'échec de la réunion d'Annapolis sous les conditions précédentes de l'occupation israélienne et avec sa politique, imposant ses désirs sur le peuple palestinien. Il a prévenu contre la transformation de l'autorité palestinienne en un agent sécuritaire de l'occupation.

Al-Barghouthi a dit que les rencontres du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avec le premier ministre de l'occupation israélienne, Ehud Olmert, ne peuvent pas changer la position du gouvernement sioniste qui essaye d'annuler les principales questions dans les négociations pour une solution finale à travers ses demandes, dont la reconnaissance de l'état juif ainsi que le renoncement au droit au retour des réfugiés palestiniens dans les territoires occupés en 1948, chez eux, et l'exil de plus d'un million et demi de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés en 1948.

Il a ajouté que le gouvernement de l'occupation israélienne tente également de transformer la question d'Al-Qods en une cause de quartiers et d'obliger l'autorité palestinienne à effectuer la première étape de la feuille de route en frappant la résistance et en approfondissant les désaccords palestiniens internes.

Il a déclaré, lors d'une déclaration de presse, que le gouvernement de l'occupation tente de faire échouer le congrès d'Annapolis avant sa tenue dans le but de vider les négociations, de transformer l'autorité palestinienne en un agent sécuritaire et de fixer le régime d'apartheid.

Le député Mustafa Al-Barghouthi a affirmé qu'il n'y a pas de partenaire sioniste de paix et que les responsables israéliens veulent imposer leurs désirs aux Palestiniens.

Il a appelé les responsables palestiniens à être sincères avec le peuple palestinien au sujet des rencontres avec les Sionistes et à mettre des conditions claires pour le congrès d'Annapolis, dont l'arrêt de la construction des colonies et du mur d'apartheid, ainsi que l'annulation de la décision sioniste qui considère la bande de Gaza comme une entité ennemie, la levée du blocus imposé contre Gaza et l'importance de trouver des solutions décidées pour toutes les questions palestiniennes.

Il a accusé la partie sioniste de tenter d'approfondir les désaccords palestiniens internes pour liquider la question palestinienne et les droits légaux de notre peuple et d'exploiter ses rencontres avec le président Abbas pour couvrir ses crimes contre le peuple palestinien.

CPI- 21-11

10 Al-Barghouthi (suite) : L'autorité doit déclarer la vérité au peuple sur le congrès d'Annapolis.

Le député et secrétaire général de l'initiative nationale Dr. Mustafa Al-Barghouthi a dit que les conditions mises par l'occupation israélienne sur les Palestiniens avant le congrès d'Annapolis affirment que l'entité sioniste tente de mettre en échec cette réunion et de vider les négociations de leurs contenus.

Dr. Al-Barghouthi a souligné que ces conditions sionistes, dont la reconnaissance d'un Etat juif, le renoncement aux droits des réfugiés palestiniens au retour, la transformation de la question d'Al-Qods en une cause de quartiers en refusant les négociations autour du retrait de la ville occupée d'Al-Qods, visent à approfondir les désaccords palestiniens internes et affirment que l'entité sioniste n'est pas un partenaire de paix avec les Palestiniens.

Il a affirmé que les responsables sionistes veulent imposer le langage des demandes et des ordres et il a appelé l'autorité palestinienne à déclarer ouvertement la vérité sur la réunion internationale d'Annapolis et à imposer des conditions sur l'occupation dont l'arrêt des colonies et de la construction du mur d'apartheid, ainsi que l'annulation de la décision qui considère la bande de Gaza comme une entité ennemie. Il a aussi demandé de trouver des solutions à toutes les questions palestiniennes.

Al-Barghouthi a ajouté que l'occupation israélienne vise à gagner du temps et à approfondir les désaccords palestiniens internes pour mettre fin à la question palestinienne et aux droits légitimes de notre peuple, et il a appelé tous les Palestiniens à reprendre le dialogue pour protéger leurs intérêts nationaux et poursuivre la résistance contre l'occupation.

Il a également affirmé que les droits des réfugiés palestiniens n'acceptent pas de négociations et que personne n'a le droit de renoncer à ces droits, car le droit au retour est un droit individuel selon la décision de l'ONU n°194 et toutes les chartes et lois internationales.

CPI

11 Le Hamas appelle les pays arabes à ne pas normaliser leurs relations avec Israël.

Le Hamas a appelé vendredi les pays arabes, qui ont annoncé leur participation au niveau ministériel à la conférence de paix d'Annapolis du 27 novembre, à ne pas normaliser leurs relations avec Israël et à ne pas faire de "concessions".

"Nous espérons que les pays arabes ne participeraient pas à la conférence (d'Annapolis) car une telle présence permettra une normalisation gratuite avec Israël et accroîtra son agression" contre les Palestiniens, a affirmé Aymane Taha, un porte-parole du Hamas à Gaza.

"Le Hamas appelle les pays arabes à empêcher toutes concessions, à ne pas normaliser les relations avec Israël ainsi qu'à permettre une levée du siège (contre la bande de Gaza) et oeuvrer dans l'intérêt de la cause palestinienne", a-t-il ajouté.

(AFP - 23 novembre 2007)

12 Des Pays arabes à Annapolis au niveau ministériel.

Les pays de la Ligue arabe "ont accepté l'invitation à participer à la conférence d'Annapolis au niveau ministériel", indique le communiqué final de la réunion.

Treize pays membres du comité chargé de promouvoir l'initiative de paix arabe d'inspiration saoudienne relancée en mars à Ryad participaient à la réunion de vendredi : Jordanie, Bahreïn, Arabie saoudite, Syrie, Autorité palestinienne, Liban, Egypte, Maroc, Yémen, Qatar, Tunisie, Algérie et Soudan.

Ce texte ne mentionne pas explicitement la Syrie, dont le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem avait déclaré auparavant que Damas ne participerait à la réunion internationale que si Washington intégrait la question du plateau du Golan annexé par Israël au menu des discussions.

La Syrie exige la restitution totale du Golan, occupé par Israël en 1967 puis annexé en 1981. Les négociations de paix syro-israéliennes sont gelées depuis 2000.

Rice avait exclu en octobre que la réunion d'Annapolis traite de la question, avant de devoir reconnaître que pour obtenir "le plus large soutien arabe possible", les Etats-Unis avaient décidé que la conférence ne se limiterait pas au dossier israélo-palestinien.

De son côté, le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a souligné vendredi que l'Arabie saoudite, qui comme d'autres pays arabes s'interrogeait sur sa participation, craignant que la réunion n'ait aucun résultat tangible, serait bien présente.

Bush a invité à Annapolis, près de Washington, des responsables israéliens, palestiniens et de 40 autres pays

13 La Ligue arabe demande à Washington d'inclure le Golan au menu.

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Meqdad a réaffirmé mardi la nécessité que le Golan, occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981, figure au menu de la réunion d'Annapolis aux Etats-Unis sur le Proche-Orient, comme condition à la participation de la Syrie.

La Ligue arabe a demandé aux Etats-Unis d'inclure "explicitement" le Golan au menu de la réunion sur le conflit israélo-palestinien à Annapolis (Etats-Unis) pour permettre à la Syrie d'y participer, a déclaré un diplomate arabe au Caire.

"Les ministres des Affaires étrangères (de la Ligue arabe) ont envoyé un message urgent aux Etats-Unis demandant que le plateau du Golan soit explicitement inclus à l'ordre du jour de façon à ce que la Syrie puisse participer aux discussions", a déclaré ce diplomate, qui assiste à la réunion des chefs de diplomatie de la Ligue arabe qui doit décider de la participation de ses membres à la conférence d'Annapolis.

"La Syrie participera si les Etats-Unis acceptent", a-t-il ajouté.

Interrogé sur une réponse éventuelle de Washington, le ministre syrien des Affaires étrangères Wallid Mouallem a indiqué que "nous attendons encore".

La Syrie exige la restitution totale du Golan mais les négociations de paix syro-israéliennes sont gelées depuis 2000.

La secrétaire d'Etat Rice avait exclu en octobre que la réunion d'Annapolis traite de la question, avant de devoir reconnaître que pour obtenir "le plus large soutien arabe possible", les Etats-Unis ont décidé que la conférence ne se limiterait pas au dossier israélo-palestinien.

"Il est très clair pour tout le monde que cette réunion est consacrée aux Israéliens et aux Palestiniens. C'est le volet qui est le plus sûr et sur lequel on peut avancer", a-t-elle indiqué mercredi.

"Mais personne ne nie qu'il va falloir un jour résoudre le volet israélo-syrien, le volet israélo-libanais, et qu'en fin de compte, il faudra qu'il y ait une normalisation des relations entre Israël et le monde arabe", a-t-elle ajouté.

Un volet "paix globale" a ainsi été ajouté à l'agenda, pour intégrer les discussions sur les volets israélo-libanais et israélo-syrien du processus de paix.

(AFP - 23 novembre)

14 Manifestation a Gaza contre la conférence d'Annapolis.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté vendredi dans la Bande de Gaza contre la tenue de la conférence sur le Proche-Orient prévue la semaine prochaine à Annapolis, aux Etats-Unis, affirmant que de telles négociations ne pourront pas être profitables pour les Palestiniens.

A Khan Younès, les manifestants ont défilé en criant "Mort à Israël" et en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : "Bush est un criminel de guerre, pas un faiseur de paix".

La conférence d'Annapolis (Maryland), qui doit débiter le 26 novembre, devrait relancer des pourparlers officiels israélo-palestiniens pour la première fois depuis sept ans.

Mahmoud Abbas participera à cette conférence, mais le Hamas, qui dirige la Bande de Gaza, n'y est pas invité.

(al-Oufok)

23-11

15 Le projet du texte commun (Palestine-Israël) l'étendue des divergences entre les deux pays.

Un document, présenté jeudi par "Haaretz", un quotidien israélien, comme un projet du texte commun qu'Israéliens et Palestiniens entendent soumettre à la conférence d'Annapolis souligne l'étendue des divergences entre les deux parties.

Le journal "Haaretz" publie le texte est daté du 17 novembre qui complété à la main par les négociateurs.

Les israéliens évitent les points qui ont fait échouer les précédentes négociations: le statut de Jérusalem, la question du retour des réfugiés palestiniens chassés en 1948 comme les frontières finales entre les deux Etats.

Saeb Erekat, le négociateur palestinien qui en serait un des auteurs, a affirmé que le texte n'était pas authentique, tout en reconnaissant que les négociations "sont devenues très difficiles".

S'il est authentique, le texte montre en tout cas l'étendue des divergences qui subsistent en coulisses, alors que la conférence doit s'ouvrir lundi.

Les Palestiniens revendiquent la souveraineté sur l'ensemble de Jérusalem-est et demande qu'un accord de paix soit signé dans les huit mois. Israël refuse pour l'instant tout calendrier.

De leur côté, par exemple, les négociateurs israéliens définissent ainsi Israël comme la "patrie du peuple juif" et la Palestine comme la patrie du peuple palestinien". Une formule que les Palestiniens, qui ne définissent pas Israël, refusent: ils savent qu'elle empêche les réfugiés palestiniens de regagner le territoire israélien.

AP

16 Les USA fait pression pour que les deux camps parviennent à un texte commun...

Les USA fait pression pour que les deux camps parviennent à un texte commun susceptible de servir de base à la conférence de paix ce texte évoquant leurs principaux contentieux - frontières du futur Etat palestinien, statut de Jérusalem et sort des réfugiés du conflit de 1948.

"Je ne sais pas si nous pourrions mettre la dernière main au document. Nous nous rencontrerons encore aujourd'hui", a confié le négociateur Erekat

Les Palestiniens souhaitent que le document contienne un calendrier de règlement alors qu'Israël se refuse à tout engagement précis, estimant qu'Annapolis doit se borner à donner le coup d'envoi à des négociations illimitées sur le fond.

un haut responsable palestinien confie : "On leur a demandé de se rencontrer encore pendant quelques jours pour surmonter leurs désaccords", précisant qu'un projet de texte est sur la table mais que "le fossé reste encore trop important" entre les deux camps.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a déclaré que les USA avait confiance qu'"un bon et solide document" serait mis au point avant la réunion d'Annapolis.

(Reuters 20-11)

17 Washington a avisé les deux parties que, à défaut d'accord, elles devraient présenter leur dossier chacune de son côté...

Dans ce cas, Bush "exposera dans son discours une version nouvelle et détaillée de sa 'vision' des deux Etats (palestinien et israélien) et la façon d'y parvenir", ajoute ce conseiller palestinien.

Bush attend de la conférence d'Annapolis qu'elle fasse suffisamment avancer l'idée d'un Etat palestinien avant son départ de la Maison blanche, en janvier 2008, pour que ce succès diplomatique estompe l'aventure irakienne dans le bilan de sa présidence.

(Reuters 20-11)

2-2 Conflit intro-Palestine.

1 L'équipe de Dahlan exploite l'occasion de commémoration d'Arafat pour créer des troubles à Gaza.

Le responsable des informations au parti du FPLP (le commandement général), Anwar Raja a insisté sur la nécessité de trouver des solutions aux grands problèmes pour éviter la répétition des événements qui ont eu lieu, le mardi dernier 12/11, dans la bande de Gaza.

Raja a dit, hier mardi 13/11, lors d'une déclaration télévisée, que Mohammed Dahlan, l'ancien conseiller sécuritaire du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dirige une équipe sécuritaire et politique dans le mouvement du Fatah pour essayer de montrer l'existence d'une crise dans les territoires palestiniens qui ne pourra être résolue que par le soutien du premier ministre sioniste, Ehud Olmert, et le président américain, George Bush.

Raja a ajouté que cette équipe détient un programme qui crée les crises et les anarchies internes pour montrer que les Palestiniens sont obligés de se diriger vers la réunion internationale prévue fin novembre à Annapolis. Le responsable du commandement général a poursuivi que l'équipe de Dahlan exécute ses complots sous plusieurs couvertures dont les prières dans les lieux publics lors de certaines occasions comme l'exploitation de la commémoration de l'ancien président de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat, pour créer l'anarchie interne et provoquer des agitations contre le mouvement du Hamas qui dirige la résistance, seul moyen pour protéger le peuple palestinien.

Il a ajouté que les éléments de Dahlan qui représentent le Fatah dans la bande de Gaza possèdent différentes sortes d'armes et sont liés directement aux services de renseignements sionistes et américains.

Raja a appelé toutes les factions palestiniennes à soutenir le mouvement du Hamas qui fait face aux complots des Etats-Unis, de l'entité sioniste et de l'autorité palestinienne.

Enfin, Raja a appelé les hommes libres au mouvement du Fatah à déployer tous leurs efforts pour reprendre le dialogue direct avec le mouvement du Hamas et trouver des solutions aux crises palestiniennes internes.

CPI

13-11

2Abou Zouhri porte la responsabilité des événements de Gaza sur la direction du Fatah.

Le porte-parole du mouvement du Hamas Sami Abou Zouhri a affirmé que la direction du mouvement du Fatah porte toute la responsabilité des événements qui ont eu lieu hier, le lundi 12/11, à Gaza, en déclarant que le festival organisé par le mouvement du Fatah ne vise qu'à propager l'anarchie dans les villes palestiniennes.

Il a dit dans une déclaration de presse : "Nous n'avons pas vu de festival durant les années dernières en Cisjordanie et nous affirmons que la chose la plus dangereuse est la négligence de la direction du mouvement

Fatah dans la bande de Gaza et en Cisjordanie envers le sujet de l'enquête sur le dossier de l'assassinat du président Yasser Arafat".

Abou Zouhri a affirmé que son mouvement insiste sur l'importance de créer l'atmosphère de la liberté d'expression tout en soulignant qu'il n'est pas permis d'exploiter cette atmosphère pour créer l'anarchie sur la scène palestinienne.

Il a souligné que le mouvement du Fatah travaille toujours pour exploiter les bonnes intentions du gouvernement et créer l'anarchie dans la rue et a accusé les groupes du Fatah qui se trouvaient dans les bâtiments de l'université d'Al-Azhar et qui ont ouvert le feu sur les éléments de la police palestinienne.

Il a ajouté que le mouvement du Hamas a appuyé la décision de la police palestinienne en soutenant le festival du Fatah à Gaza afin d'instaurer la liberté d'expression et la démocratie à Gaza en indiquant que les télévisions ont diffusé la situation de liberté pratiquée dans la bande de Gaza en échange des pratiques sauvages du Fatah contre les cadres et partisans du Hamas en Cisjordanie.

Abou Zouhri a rappelé que les services de sécurité qui appartiennent au président Abbas ont frappé les participants lors d'une marche organisée par le mouvement du Hamas en solidarité avec les captifs de Neguev, il y a plusieurs semaines, dans la ville d'Al-Khalil en Cisjordanie.

De son côté, le secrétaire du bloc parlementaire du Hamas, le député Mouchir Al-Masri, a appelé le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à poursuivre les criminels des événements d'hier, le mardi 12/11, à Gaza, en faisant porter toute la responsabilité au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ainsi qu'à la direction de l'autorité qui refuse toujours le dialogue national.

CPI

12-11

3 Al-Yahia reconnaît qu'il combat le mouvement du Hamas en coordination avec l'occupation.

Le ministre de l'intérieur du gouvernement illégal de Salam Fayyad, Abdul-Razak Al-Yahia, a affirmé que le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'est engagé devant l'occupation israélienne à dissoudre toutes les branches militaires des factions palestiniennes.

Dans un entretien avec le journal "Al-Rai Al-Am" au Kuweit, Al-Yahia a dit que le président Abbas a publié un décret visant à dissoudre les branches militaires de toutes les factions, de tous les mouvements, et de toutes les forces politiques en disant : "Nous avons commencé à dissoudre ces branches dont les brigades d'Al-Aqsa et d'Al-Qassam".

Al-Yahia a attaqué toutes les formes de résistance palestinienne en disant : "L'Intifada est le problème".

Il a ajouté que les événements des sept dernières années étaient catastrophiques pour la question palestinienne et il a condamné les opérations de lancement de missiles palestiniens sur des postes militaires de l'armée de l'occupation israélienne, en prétendant que ces opérations représentent une guerre d'usure contre les Palestiniens.

Al-Yahia a également considéré que la coordination sécuritaire avec l'occupation sioniste est une nécessité en disant : "On doit coordonner les efforts avec les Sionistes, depuis le début du travail, et l'occupation qui contrôle les territoires palestiniens ne nous empêche pas de faire une coordination sécuritaire".

Il a également ajouté : "Nous avons travaillé pour éviter les problèmes avec l'occupation durant notre travail sécuritaire".

Al-Yahia a assuré que la coordination sécuritaire vient afin de transporter les forces de sécurité palestinienne entre les villes, villages et camps palestiniens et que les services de sécurité palestinienne ne peuvent pas se déployer dans les villes palestiniennes sauf après une coordination avec l'armée sioniste.

Il a reconnu avoir donné une partie de la responsabilité sécuritaire dans la ville de Naplouse à l'occupation en déclarant que les forces de sécurité palestinienne vont travailler durant la journée alors que les forces occupantes vont diriger la ville la nuit.

Al-Yahia a également reconnu avoir lancé une guerre sauvage contre le mouvement du Hamas en Cisjordanie sous prétexte qu'il est illégal.

CPI

18-11

4 La visite de Solana à la région représente une tournée de complots contre la cause palestinienne.

Le porte-parole du bloc parlementaire du mouvement Hamas, Dr. Salah Al-Bardawil a condamné fortement la position du haut représentant des affaires politiques et sécuritaires de l'Union Européenne, Javier Solana qui a exclue la bande de Gaza de sa visite au Proche-Orient .

Al-Bardawil a considéré que cette tournée représente un nouveau cycle dans la série de complots contre le peuple palestinien et sa question juste.

Al-Bardawil a averti lors de sa déclaration de presse à "Qods Press" que la campagne contre la bande de Gaza et le mouvement du Hamas ne sert pas la sécurité et la paix dans la région.

Il a ajouté : "Ce n'est pas la première visite de Solana et il ne peut rien réaliser en écartant Gaza et en se contentant de ses rencontres avec la présidence de l'autorité à Ramallah qui combat le projet de la résistance. Cette visite représente donc une nouvelle tournée pour mettre la pression contre la résistance palestinienne avant la réunion internationale à Annapolis".

Solana a entamé, aujourd'hui, le lundi 12/11, une tournée au Proche-Orient pour appeler toutes les parties à participer au congrès prévu fin novembre à Annapolis.

CPI

12-11

5 Londres promet d'offrir 500 millions de dollars à Fayyad s'il réussit à frapper la résistance.

Le premier ministre britannique, Gordon Brown, a annoncé que son pays offrira 500 millions de dollars au gouvernement de Fayyad s'il réalise des pas avancés dans l'exécution du plan sécuritaire.

Un responsable au gouvernement illégal de Salam Fayyad a promis, hier mardi 14/11, de poursuivre son plan sécuritaire qui vise à combattre la résistance en Cisjordanie et dans la bande de Gaza contrôlée par le mouvement de la résistance islamique Hamas.

Dans un pas qui affirme le soutien de Washington au plan sécuritaire du gouvernement de Fayyad, qui représente la première étape de la feuille de route, le consul général américain à Al-Qods, Jacob Wallace, a accompagné le premier ministre du gouvernement illégal Salam Fayyad lors de l'ouverture du nouveau siège des tribunaux dans la ville de Naplouse, qui entre dans la campagne sécuritaire contre la résistance.

Lors de l'ouverture de ce festival, Wallace a dit : "M. Fayyad, je te félicite ainsi que ton gouvernement pour les pas pris pour développer la vie des citoyens et je salue également les forces des services de sécurité qui ont instauré la sécurité et l'ordre dans la ville de Naplouse", tout en annonçant que son gouvernement va offrir un million et demi de dollars pour effectuer des projets dans cette ville après les derniers développements sécuritaires.

Fayyad a insisté que son gouvernement va poursuivre son plan qui vise à frapper la résistance malgré les incursions sionistes, quotidiennes, en disant que ce plan répond aux exigences de la paix dans la région.

Agences

6 Les services de sécurité d'Abbas ne pourront jamais exterminer la résistance en Cisjordanie.

La majorité des participants au sondage sur internet ont dit que les services de sécurité du président Abbas ne peuvent jamais mettre fin à la résistance palestinienne en Cisjordanie malgré les coordinations avec l'occupation qui entrent dans le cadre du plan du général américain Dayton chargé de surveiller et d'appuyer le travail de la sécurité d'Abbas.

En réponse à la question : "Croyez-vous que les services de la sécurité d'Abbas peuvent exterminer la résistance en Cisjordanie selon le plan de Dayton en collaboration avec les sionistes ?", 2212 personnes, qui représentent 85.77% des participants, ont dit non, alors que 320 seulement (12.41%) ont répondu oui, et 1.82% sans avis.

On note que 2579 personnes ont participé au sondage préparé par le Centre Palestinien d'Information au cours de la première semaine de novembre.

15-11 - CPI

2-3 Israël outrepassa la feuille de route.

La mise au point d'Olmert laisse toutefois une porte entrouverte à des tractations diplomatiques sur cette question dans la mesure où le Premier ministre israélien a utilisé la formule "Etat du peuple juif" plutôt qu'"Etat juif".

Interrogé sur les propos d'Olmert, Erekat a accusé le dirigeant israélien d'exiger des Palestiniens des conditions outrepassant celles figurant dans la "feuille de route" acceptée par les deux parties en 2003.

Ce plan de paix concocté par le Quartet des médiateurs internationaux - [USA](#), [Onu](#), [UE](#), [Russie](#) - "nous demande de nous engager de façon non équivoque à reconnaître le droit de l'Etat d'Israël à exister", a-t-il souligné.

"Il ne fait nulle mention de la nature de la religion", a-t-il précisé en ajoutant: "Les Israéliens peuvent s'appeler comme ils veulent, nous, nous avons reconnu l'Etat d'Israël."

Les Palestiniens demandent de leur côté à Israël de remplir ses propres obligations aux termes de la feuille de route, dont le gel des activités de colonisation et le démantèlement des colonies sauvages en Cisjordanie.

De source autorisée israélienne, on assure qu'Israël devrait annoncer bientôt une réduction des activités de colonisation, dont on ignore si elle affectera les principales colonies qu'il entend conserver dans le cadre d'un accord de paix.

On précise de même source que des collaborateurs d'Olmert se trouvent actuellement à Washington pour discuter de cette question et "voir en détail comment interpréter" la clause de la feuille de route sur le gel des colonies.

Si elle est susceptible de braquer un peu plus la droite israélienne contre Olmert, l'annonce de restrictions à la colonisation pourrait en revanche contribuer à convaincre des pays comme l'Arabie saoudite de participer à la conférence d'Annapolis, comme le souhaite Washington.

Jeffrey Heller Reuters - Mercredi 14 novembre, 18h25

2-4 Le centre de retour : Le délégué d'Abbas ne représente pas le peuple palestinien à l'ONU.

Le centre de retour palestinien a fortement condamné l'engagement du délégué de l'autorité palestinienne à l'ONU Riyad Mansour qui a appelé l'ONU à condamner le Hamas et à imposer un blocus sévère contre les Palestiniens à Gaza, après la domination militaire du Hamas sur la Bande.

Al-Bardawil a considéré que cette tournée représente un nouveau cycle dans la série de complots contre le peuple palestinien et sa question juste.

Al-Bardawil a averti lors de sa déclaration de presse à "Qods Press" que la campagne contre la bande de Gaza et le mouvement du Hamas ne sert pas la sécurité et la paix dans la région.

Il a ajouté : "Ce n'est pas la première visite de Solana et il ne peut rien réaliser en écartant Gaza et en se contentant de ses rencontres avec la présidence de l'autorité à Ramallah qui combat le projet de la résistance. Cette visite représente donc une nouvelle tournée pour mettre la pression contre la résistance palestinienne avant la réunion internationale à Annapolis".

Solana a entamé, aujourd'hui, le lundi 12/11, une tournée au Proche-Orient pour appeler toutes les parties à participer au congrès prévu fin novembre à Annapolis.

CPI

2-5 Reconnaître l'Entité sioniste comme un Etat juif, prétexte pour liquider le droit au retour.

Haïm Ramoun, le vice premier ministre du gouvernement israélien d'Olmert, a insisté sur la nécessité que les Palestiniens reconnaissent l'Entité sioniste comme étant un Etat juif, pour annuler le droit au retour des réfugiés palestiniens à leur terre et leurs domiciles desquelles ils ont été chassés en 1948.

Ramoun a précisé que cette reconnaissance sera une première étape pour qu'ensuite, la solution des réfugiés réside dans leur retour à l'Etat palestinien.

Ces déclarations ont été diffusées par la radio israélienne aujourd'hui, le vendredi 16 novembre 2007. Elles avaient été faites hier jeudi devant les ambassades de l'Union Européenne auprès de l'Entité sioniste.

« La solution de deux pays pour les deux peuples consiste au retour des réfugiés palestiniens à l'Etat palestinien, comme l'Etat d'"Israël" a été une solution pour les réfugiés juifs », a-t-il ajouté.

A noter que la présidence de l'autorité palestinienne et le gouvernement qu'elle avait illégalement mis en place cherchent une solution pour la question des réfugiés palestiniens sans parler du droit au retour. Cela suscite une grande inquiétude chez les Palestiniens, notamment dans ces temps de négociations hâtives.

Al-Nassira – CPI

15-11

2-6 Les palestiniens de 48 ne permettent à personne de renoncer à leurs droits et questions.

Le député arabe au parlement sioniste (Knesset), Mohammed Baraka a affirmé, aujourd'hui mercredi 21/11, que les palestiniens qui vivent dans les territoires palestiniens occupés en 1948 ne permettent à personne de renoncer à leurs droits et questions.

Baraka a dit lors d'une conférence de presse qui a eu lieu dans le siège de l'agence de Ramatan dans la ville de Ramallah : "Les demandes de l'occupation sioniste de reconnaître l'entité sioniste comme un Etat juif représentent des dangers qui vont frapper la paix".

Il a ajouté : "L'occupation ne veut pas arriver à la paix, en imposant de telles conditions".

Baraka a affirmé que la reconnaissance d'un Etat juif signifie la continuation de la souffrance des citoyens palestiniens dans les territoires palestiniens occupés en 1948 où l'occupation les classe au troisième ou quatrième rang.

Le slogan de l'Etat juif donne également une couverture internationale aux opérations de transfert et va annuler la possibilité d'organiser des négociations concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens, selon Baraka.

CPI

21-11

2-7 Mahmoud Abbas n'est même pas capable d'arrêter les voleurs et les trafiquants de drogue.

Le Mossad (sécurité extérieure), le Shin Beth (sécurité intérieure), et les Renseignements militaires viennent de remettre un rapport commun au Premier ministre Olmert, l'avertissant que le président Mahmoud Abbas ne pourrait pas appliquer un éventuel accord de paix conclu à Annapolis.

"Il n'est même pas capable d'arrêter les voleurs et les trafiquants de drogue", indique ce rapport dont des extraits ont été rendus publics jeudi par la radio militaire.

Selon les Renseignements militaires, M. Abbas serait même coupé des divers groupes armés relevant du Fatah, son propre parti, et son rôle se bornerait à verser des salaires à ses fonctionnaires et à son appareil sécuritaire. Interrogé par des journalistes sur ce rapport, le ministre des Infrastructures Binyamin Ben Eliezer a répondu: "Je connais ces estimations, mais nous devons prendre des risques".

"Il faut préserver un horizon politique, mais nous devons garder à l'esprit l'état réel de l'Autorité palestinienne", a pour sa part déclaré à la radio militaire le vice-Premier ministre, Shaoul Mofaz, à propos de la réunion prévue le 26 novembre à Annapolis.

"Je conseille à toutes les parties impliquées, y compris aux Palestiniens, de se fixer des objectifs raisonnables afin qu'il n'y ait pas de déceptions débouchant sur une dégradation de la situation", a ajouté cet ancien chef d'état-major et ex-ministre de la Défense.

Pas moins de 51% des Israéliens partagent ce pessimisme, contre 40% qui pensent que la réunion d'Annapolis (Maryland) augmentera les chances d'un accord permanent avec les Palestiniens, selon un récent sondage.

(11 novembre 2007 – Al-oufok avec les agences de presse dont AFP)

2-8 Campagne des services de sécurité du gouvernement illégal de Salam Fayyad.

Le leader au front populaire pour la libération de la Palestine Jamil Mazhar a considéré que la campagne des services de sécurité du gouvernement illégal de Salam Fayyad, qui ont encerclé le camp d'Eïn, vient dans le cadre des déclarations du ministre de l'intérieur du gouvernement de Fayyad, Abdul-Razak Al-Yahia, qui a promis de dissoudre les branches militaires des factions de la résistance palestinienne.

Il a remarqué qu'Al-Yahia répond aux ordres du général américain Keith Dayton qui demande d'effectuer la première étape de la feuille de route qui vise à frapper la résistance palestinienne.

Mazhar a dit que la rencontre de Dayton avec les chefs des services de sécurité d'Abbas à Naplouse n'était pas par hasard et que cette campagne vise à frapper les résistants du front populaire avant la rencontre d'Abbas avec le premier ministre de l'occupation israélienne, Ehud Olmert.

Il a dit que l'autorité palestinienne n'entend pas les promesses fidèles des forces politiques et des Palestiniens qui ont organisé un sit-in à la porte du camp afin de mettre un terme au blocus et pour que la résistance ne soit pas frappée, affirmant que ces campagnes menacent les relations nationales et servent le projet sioniste.

Mazhar a appelé l'autorité à Ramallah à soutenir le choix du peuple palestinien.

Enfin, il a appelé à travailler immédiatement pour mettre fin au blocus des services de sécurité d'Abbas contre les résistants dans le camp d'Eïn en avertissant l'autorité palestinienne des tentatives de répétition du complot d'Ariha.

CPI

21-11

2-9 Dr. Bahr appelle les factions palestiniennes à défendre la question des captifs.

Le président du conseil législatif palestinien par intérim, Dr. Ahmed Bahr, a affirmé que les pratiques de la direction des prisons sionistes contre les captifs palestiniens visent à frapper leurs volontés, surtout après l'enlèvement de la députée Mariam Saleh

Lors d'un sit-in organisé aujourd'hui dimanche 18/11 par l'organisation de Wa'id pour les captifs et libérés dans la cour du conseil législatif palestinien dans la ville de Gaza en solidarité avec les captifs qui organisent une grève de la faim, Dr. Bahr a dit que le peuple palestinien n'abandonne pas les droits des captifs et qu'il va travailler pour rendre leur liberté. Il a exprimé son étonnement des agissements des services de sécurité du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui libèrent les soldats sionistes gratuitement au même moment où l'occupation emprisonne plus de onze mille Palestiniens dont des ministres et députés.

Il a insisté qu'il est important pour la nation que toutes les factions et forces palestiniennes défendent la question des captifs et il a appelé toutes les organisations officielles et populaires à être solidaires avec les captifs et à défendre la ville d'Al-Qods et les principes palestiniens.

Dr. Bahr a appelé tous les pays arabes et surtout le président égyptien, Mohammed Hosni Moubarak, à faire leur devoir religieux envers leurs voisins, à ouvrir le passage de Rafah, et il a affirmé que le conseil législatif et tous les Palestiniens s'uniront pour leurs captifs.

De son côté, le président de l'organisation de Wa'id, Saber Abou Karch, a prévenu la direction des prisons israélienne contre toute attaque allant à l'encontre des captifs qui refusent les campagnes de fouilles durant la nuit, après que les Sionistes ont escaladé leurs mesures oppressives contre les détenus palestiniens.

Il a affirmé l'importance de coordonner tous les efforts fidèles pour servir la question des captifs afin de rendre leur liberté.

Dans le même contexte, le député Fathi Hamad a salué tous les captifs en leur promettant de poursuivre le chemin de la résistance et de capturer d'autres soldats sionistes pour libérer tous les captifs et détenus palestiniens.

CPI

18-11

2-10 Abou Ras appelle les savants de la nation à énoncer une Fatwa condamnant la reconnaissance d'Israël.

Le chef de la ligue des savants musulmans palestiniens dans la ville de Gaza, le Dr. Marwan Abou Ras, a appelé les savants de la nation musulmane à annoncer une Fatwa déterminante qui stipule l'interdiction de reconnaître l'Etat de l'occupation ou la renonciation au droit au retour des réfugiés palestiniens, tout en refusant les négociations du congrès d'Annapolis.

Lors de sa participation dans un atelier préparatif organisé le samedi 17/11 par le centre d'études stratégiques "Ibdaa" intitulé "Le congrès d'automne : l'attitude politique et légitime", le Dr. Abou Ras a exhorté tous les savants de la nation à déclarer une Fatwa islamique condamnant celui qui reconnaît l'entité sioniste comme un Etat juif ayant le droit d'exister en Palestine.

Il a affirmé que la reconnaissance de l'Etat de l'occupation est une violation absolue des verdicts de la Charia, de ce fait, celui qui la permet sera un impie et sortira de la nation musulmane.

"Le droit au retour des réfugiés palestiniens est un droit légitime et national, il est interdit d'y renoncer", a-t-il dit, ajoutant : "C'est un droit garanti par la Charia d'Allah et non plus celle internationale".

Abou Ras a insisté à dire que les savants musulmans doivent prendre leurs responsabilités et se tenir au courant de ce qui se déroule en Palestine, car il est obligatoire de réagir pour cette question.

Il a aussi appelé tous les leaders à s'attacher aux principes patriotiques du peuple palestinien, dont le droit au retour, la ville d'Al-Qods toute entière, et à considérer la résistance comme étant un droit légitime.

"La ligue des savants de la Palestine ne donne à personne sa procuration pour aller renoncer à nos droits légitimes qu'Allah nous a offerts", a-t-il également affirmé.

De son côté, le rapporteur de la commission d'Al-Qods au conseil législatif et chef de l'association d'Al-Aqsa le député Dr. Ahmed Abou Halbia a souligné que l'occupation s'engage perpétuellement à judaïser plusieurs endroits et quartiers de la ville d'Al-Qods, en les annexant à Al-Qods Est, comme Al-A'izaria, Cha'fasse et Abou Dis.

Abou Hilbia a exprimé son refus total des rencontres des leaders palestiniens avec leurs homologues dans la ville occupée d'Al-Qods, en les qualifiant de reconnaissance de l'occupation de cette ville sainte par les Juifs, tout en indiquant que les cimetières des compagnons du prophète Mohammed ont été démolis, transformés en des stations pour les voitures et en bars.

Enfin, il a appelé les directions des pays arabes et musulmans à déployer leurs efforts pour faire face aux crimes de judaïser la ville d'Al-Qods et pour sauver la mosquée sainte d'Al-Aqsa et pour activer sa question au niveau international.

CPI 17-11

2-11 Israël connaîtra la paix s'il cesse l'occupation des "terres arabes".

le président Abbas déclare : "S'il y a la paix entre Israël et les Palestiniens et que l'occupation des terres arabes cesse, Israël vivra aussi dans une mer de paix, de sécurité et de stabilité au Proche-Orient", "Si cela se produit, il n'y aura plus de guerres ou d'hostilité et tous les peuples de la région vivront dans la sécurité et la stabilité".

M. Abbas s'exprimait lors d'un forum économique, baptisé "forum d'Ankara", dont la septième édition se tenait au palais présidentiel.

Les trois présidents ont ensuite signé un accord pour la mise en place d'une zone industrielle conjointe en Cisjordanie.

"Cet accord constitue une situation où tout le monde y gagne", s'est félicité M. Peres, indiquant qu'il était appuyé par tous les partis du Parlement israélien.

"Sa réussite sera une véritable contribution pour la paix" au Proche-orient, a-t-il ajouté.

En janvier 2006, la Turquie a signé un accord avec l'Autorité palestinienne et Israël pour la reconstruction de la Zone industrielle d'Erez, au nord de la bande de Gaza.

Mais le projet a été suspendu après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas et les trois parties s'efforcent à présent de mettre en oeuvre une initiative similaire en Cisjordanie.

(AFP / 13 novembre 2007)

2-12 18% des quelque 30.000 cultivateurs de Cisjordanie ont aujourd'hui des permis qui leur permettent d'accéder à leurs champs.

17 novembre 2007.

Seuls 18% des quelque 30.000 cultivateurs de Cisjordanie coupés de leurs terres par le "mur" de séparation construit par l'autorité d'occupation ont aujourd'hui des permis qui leur permettent d'accéder à leurs champs, selon un rapport de l'OCHA consacré aux Palestiniens dont la vie a changé à cause de ce mur.

Ce rapport de l'OCHA (Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires) se penche sur 15 villages, comptant environ 10.000 habitants, "coincés" désormais entre le "mur" et Israël, et 52 autres, soit 220.000 habitants, qui restent du côté palestinien du "Mur".

Ceux qui se sont retrouvés du côté "israélien" doivent désormais avoir des permis de résidence permanents. Quant à ceux qui restent à l'est de la barrière, ils doivent désormais décrocher des autorisations d'entrée pour accéder à leurs terrains ou rendre visite à leur famille...

La construction de ce "mur" a débuté en 2002, l'autorité d'occupation affirmant qu'il s'agissait de protéger Israël des incursions de terroristes palestiniens. Mais il empiète sur la Cisjordanie, les Palestiniens affirmant qu'il est un instrument d'annexion de terres.

Une fois achevé, il inclurait côté israélien 8,6% de la Cisjordanie, et, selon l'ONU incorporerait 380.000 des 450.000 Israéliens qui vivent sur des terres revendiquées par les Palestiniens.

Selon le rapport de l'OCHA, sur les 30.000 Palestiniens qui ont des terres dont ils sont désormais séparés par la barrière, seuls 18% ont des permis qui les laissent y accéder. Et environ 3.000 personnes ont renoncé à demander ces autorisations, après plusieurs refus.

Sur les 200 km de barrière en cours de construction, et dont 60% sont achevés, 66 portes ont été construites. Sur ce chiffre, 19 sont ouvertes quotidiennement aux Palestiniens ayant des autorisations, mais ferment le soir. Dix-neuf autres sont ouvertes de manière ciblée pendant les saisons des récoltes, ou une fois par semaine.

18-11

2-13 Forum économique réunissant des industriels et hommes d'affaires turcs, israéliens et palestiniens....

Shimon Peres est arrivé dimanche à Ankara pour une visite d'Etat de trois jours en Turquie, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Mahmoud Abbas est également attendu lundi à Ankara, où il s'adressera au parlement le même jour et rencontrera Peres en présence de M. Gül, en marge du Forum économique d'Ankara.

Un accord tripartite doit être conclu sur la création d'une zone industrielle entre le territoire israélien et la Cisjordanie, a indiqué samedi l'Union des chambres de commerce et des bourses de Turquie (TOBB) qui est à l'origine de la création du forum d'Ankara qui en est à sa septième édition.

Dans des déclarations au journal turc Sabah publiées dimanche, Peres a qualifié sa visite d'"historique", déclarant que la Turquie avait un rôle important à jouer pour l'instauration de la paix au Proche-Orient. "Jamais jusqu'à présent un pays n'a invité des leaders israélien et palestinien à venir s'adresser à son Parlement", a-t-il dit.

La Turquie, grand pays musulman mais Etat laïque, est le principal allié stratégique régional d'Israël. Tous deux ont noué des liens économiques étroits depuis qu'ils ont signé un important accord de coopération militaire en 1996, qui a suscité la colère des pays arabes et de l'Iran.

(11-11 Al-oufok avec les agences de presse)

Un milliardaire palestinien fonde un nouveau mouvement politique.

Des centaines d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs palestiniens, emmenés par Munib al-Masri, 73 ans un milliardaire influent, ont créé le "Forum palestinien" lors de meetings simultanés en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, reliés par vidéoconférence. Selon les partisans du nouveau mouvement, il se dotera du statut de parti politique et devrait présenter des candidats lors des prochaines élections, dont la date n'a pas été arrêtées pour l'heure.

Des sondages publiés dernièrement suggèrent qu'un tiers des Palestiniens n'ont confiance en aucun des deux grands partis. Al-Masri a déclaré qu'il allait tenter de s'immiscer dans cette brèche, avec un discours qui mettra l'accent sur l'économie, le social, l'éducation, et la réunification des deux territoires.

"Mon inquiétude pour le sort de mon peuple m'a conduit à former un organe national démocratique qui se soucie des gens", a-t-il déclaré à l'Associated Press (AP). "La situation est très difficile, la cause nationale se détériore et les gens sont frustrés".

Al-Masri gère une compagnie d'investissements financiers qui contrôle le secteur des télécommunications, et possède également des intérêts dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et des banques.

(Vendredi 16 novembre 2007 - Avec les agences de presse)